

... ceux-là qui actuellement ont orienté le gouvernement dans le marasme inflationniste où nous sommes actuellement et qui ne sont pas capables de sortir le gouvernement de ce même marasme économique, ces mêmes économistes...

... discutent la question à savoir si la progression de l'inflation est contrôlée à un ou deux p. 100 par année, ils admettent en fait qu'ils ne sont intéressés qu'à contrôler la progression de ce vol, et non de l'arrêter...

L'inflation a toujours été une politique révolutionnaire qui mène finalement au totalitarisme.

Quelles sont les causes de l'inflation, monsieur le président? Le très honorable premier ministre n'en a pas discuté.

Lorsque le produit national brut est de l'ordre de 100 milliards de dollars, et qu'en même temps la masse monétaire de ce même pays est de 60 milliards, automatiquement les consommateurs crient pour une augmentation de salaire ou une augmentation de revenus de 60 à 100 milliards afin qu'avec une augmentation de revenus on puisse acheter les 100 milliards de prix marquant les produits.

La déficience du pouvoir d'achat face à la production est une conséquence de l'inflation et l'inflation des prix par rapport à l'augmentation des coûts est une preuve incontestable d'un manque de pouvoir d'achat face aux prix.

Comme tous les coûts de production entrent dans les prix, il est totalement stupide et inutile de vouloir augmenter les revenus-salaires sans augmenter les coûts puisque les revenus-salaires font partie des coûts. La solution des augmentations de salaires pour rattraper les coûts nous prouve qu'elle est totalement erronée et nous en avons la preuve évidente puisque l'inflation dévore toutes les augmentations de salaires.

Fixons, par exemple, à une bête un appareil permettant de tenir à cinq pieds de distance de son nez une proie quelconque, augmentons tant qu'on voudra la vitesse de la bête, la proie se trouvera toujours à cinq pieds de distance du bout du nez de la bête.

Augmentons les salaires au rythme que l'on voudra pour rejoindre les prix, comme les salaires font partie des coûts qui entrent dans les prix, les prix seront toujours à la même distance de portée des consommateurs, indépendamment de la vitesse de l'inflation contrôlée ou pas.

Les augmentations de salaires ne sont pas un remède à l'inflation. Cependant les augmentations de revenus par un revenu annuel garanti à tous et à chacun, financées par des crédits nouveaux de la Banque du Canada et qui n'entreraient pas dans les prix, augmenteraient la masse monétaire au niveau des prix et éviteraient l'inflation en augmentant les revenus sans augmenter les prix.

Seul le gouvernement peut prendre des mesures sociales pour parer à l'inflation. L'industrie ne peut rien faire contre l'inflation. Les travailleurs ne peuvent rien faire contre l'inflation. Seul le gouvernement fédéral qui a tous les pouvoirs économiques et financiers peut ajouter aux revenus la différence entre le total des revenus et le total des prix marqués.

Les créditistes ont deux solutions pour équilibrer l'économie. La première, équilibrer le total des revenus avec le total des prix ou, la deuxième, baisser les prix par un escompte compensé afin de permettre aux consommateurs d'acheter les prix des producteurs sans perte pour le producteur ou les producteurs. Je regrette, monsieur le prési-

dent, de ne pas avoir plus de temps à ma disposition, afin de traiter de toutes les autres causes de l'inflation.

La première cause que je viens de traiter, c'est que dans notre système économique de production, le total des salaires et des revenus distribués au cours du processus de la production est toujours inférieur au total des prix attachés aux produits faits au cours de cette même production, d'où un décalage constant entre le total des prix et le total du pouvoir d'achat, ce qui engendre comme je l'ai expliqué plus tôt, les courses inutiles des augmentations de salaires.

Une autre cause de l'inflation, monsieur le président, c'est l'expansion du crédit par les monopoles privés des banques pour leur propre bénéfice, car celles-ci manipulent le crédit du pays pour leur intérêt personnel, sans tenir compte de l'ensemble des besoins ou des priorités économiques du pays.

Les institutions bancaires peuvent en tout temps fausser le jeu d'une économie sociale d'un pays. Une autre cause de l'inflation, c'est la disparition de la concurrence dans les divers secteurs de la production. Les compagnies multinationales ont individuellement un chiffre de ventes plus important que le produit national brut (PNB) de nombreuses nations dans le monde. Elles ont des usines, des sociétés dans le monde entier. Elles opèrent de considérables transferts de fonds, pèsent considérablement sur les taux de change, sur la balance des paiements des pays. Elles peuvent sensiblement modifier le taux de croissance d'une nation par le jeu des exportations ou importations d'un pays vers un autre. Elles peuvent précipiter des crises financières à l'échelle planétaire. Voici ce qu'on lisait dans la *Presse* du 28 mars 1974, et je cite:

Collusion des sociétés pétrolières pour hausser les prix et profits?

... et dans *La Voix de l'Est* du 13 mai 1974, on lisait ceci:

En 1980, 200 compagnies multinationales contrôleront l'économie de tous les pays capitalistes.

Et, monsieur le président, lorsqu'on trouve qui est derrière toutes ces compagnies multinationales, on en vient aux mêmes conclusions auxquelles des sociétés ou des comités d'enquêtes américains en sont venus, il y a quelques années. Je me réfère ici à la revue *United States News & World Report*, du 25 mars 1974, où on dit ceci, à la page 20:

[Traduction]

Une étude des concentrations d'actions préparée par les sous-comités Metcalf-Muskie a révélé, par exemple, que les 30 plus gros actionnaires de Mobil Oil Company détenaient 29 p. 100 de ses actions et que 17 p. 100 de celles-ci étaient détenues par les services de fiducie de sept grandes banques de New York: First National City, Chase Manhattan, Morgan Guaranty, Bankers Trust, Manufacturers Hanover, Bank of New York et U.S. Trust Company.

[Français]

Et, monsieur le président, un peu plus loin, on dit encore ceci:

● (1620)

[Traduction]

Une étude du comité des banques de la Chambre portant sur 49 banques dans 10 grandes villes a révélé plus de 8,000 cas, mettant en cause 6,500 entreprises, où des dirigeants de banques étaient administrateurs d'autres compagnies, et vice versa.

Des 23 administrateurs de Penn Central, 16 étaient aussi administrateurs de 19 banques; 17 services de fiducie de banques figuraient parmi les 30 plus gros actionnaires de Penn Central, détenant au total 22 p. 100 de ses actions.

La partie la plus controversée de l'étude Metcalf-Muskie a été une accusation portant que les banques se livraient à un camouflage massif, en se servant de personnes choisies ou de noms communs pour cacher leurs portefeuilles